

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### *L’acheteur exerçant la maîtrise d’ouvrage*

État – Ministère de l’aménagement du territoire et de la décentralisation –  
Direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement  
(DREAL) de Bretagne

#### *Représentant du Maître d’ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du  
Logement de la région Bretagne ayant reçu délégation de signature par arrêté  
préfectoral n°2025/DREAL/DSF-Marchés du 8 décembre 2025.

#### *Objet de la consultation*

RN164 – Mise à 2x2 voies de la section ouest Mûr-de-Bretagne du PR 0 au PR 200  
(Zone du Rossuliet)  
26 EAL 35 002 - OA Ouest n°1 – Déviations provisoires, Ouvrages d’Art n°3, 4 et 5,  
rétablissements

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 4 août 2026 à 12h00 (heure locale de l’adresse du  
RMO)

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>4</b>
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	4
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
<b>ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>8</b>
3-1. Solution de base.....	8
3-2. Variantes.....	11
<b>ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....</b>	<b>11</b>
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
<b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>	<b>14</b>

<b>5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....</b>	<b>14</b>
<b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>	<b>16</b>
<b>CADRE DU SOPAQ.....</b>	<b>17</b>
<b>A - Organisation, moyens humains et matériels dédiés aux études et au chantier (sur 6 pts)</b>	<b>18</b>
.....	18
A.1 -Organisation générale du chantier (3 pts).....	18
A.2 -Moyens humains et matériels mis à disposition du chantier (3 pts).....	18
<b>B - Organisation des contrôles et du suivi de la Qualité (sur 17 points).....</b>	<b>19</b>
<b>C – Modalités de réalisation des travaux (sur 57 pts).....</b>	<b>19</b>
<b>CADRE DU SOPRE.....</b>	<b>21</b>
<b>A - Description de l’organisation qualité environnementale (sur 6 pts).....</b>	<b>22</b>
<b>B - Identification et traitement des nuisances (sur 6 pts).....</b>	<b>23</b>
<b>C - Modalités de mise en œuvre et Organisation du suivi des dysfonctionnements ou insuffisance (sur 6 pts).....</b>	<b>23</b>
<b>D - Gestion des déchets (sur 12 pts).....</b>	<b>23</b>
.....	25

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

### **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation concerne :

- la réalisation des OA n°3, 4 et 5 et la modification de la RD767 pour raccordement sur l'OA3.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : commune de Guerlédan.

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

#### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

#### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le

mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

Les prestations ou ensemble de prestations définis ci-après font l'objet de délais distincts fixés dans l'acte d'engagement :

Désignation
<b>DD1: Construction du shunt de l'OA3 sur la RD767 et la construction de l'OA3, hors travaux du délai distinct n°2</b>
<b>DD2: Raccordement de la RD767 sur l'OA3 y compris réalisation des joints de chaussée et des dispositifs de retenue et épreuves de chargement et démolition du shunt sous fermeture de la voie Raccordement de Kermur sur la RD767</b>
<b>DD3: Construction de l'OA4</b>
<b>DD4: Construction de l'OA5, hors travaux du délai distinct n°5</b>
<b>DD5: Réalisation des joints de chaussées de l'OA5, réalisation des GBA aux extrémités des dispositifs de retenue prévues sur l'ouvrage y compris leurs raccords et épreuves de chargement après réalisation du BBSG.</b>

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 270 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Sans objet.

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;
- Le projet de règlement du Collège interentreprises annexé au PGCSPS.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail qui sera constitué au plus tard 21 jours avant le début des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

D. La pandémie COVID-19, qui sévit encore, doit être prise en compte dans les mesures à mettre en œuvre concernant la santé des travailleurs tant que cela le nécessitera.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

Aucune stipulation particulière.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique**

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'objectif exprimé en heures d'insertion est indiqué à l'article 11.1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Facilitatrice de la clause sociale Etat se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Facilitatrice de la clause sociale Etat	Sandrine LOUARN Conseil départemental des Côtes d'Armor Facilitatrice de la clauses sociale d'insertion 07.60.97.52.97 – 02.96.62.50.38 sandrine.louarn@cotesdarmor.fr
-----------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

### **S'agissant de la clause environnementale**

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

Les travaux seront exécutés en respect des prescriptions et recommandations pour la protection de l'environnement qui figurent au CCTP et dans la Notice de Respect de l'Environnement (NRE) et seront déclinées dans le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) réalisé par le titulaire.

Les travaux objets du présent marché feront l'objet d'une étude visant à quantifier leurs impacts sur l'environnement, selon les modalités définies à l'article 13 du CCAP et détaillées au CCTP.

## **ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1.** Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement et ses annexes ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants et le projet de règlement du Collège interentreprises ;
- La Notice de Respect de l'Environnement (NRE),
- Le dossier de plans comprenant le plan de situation, le plan synoptique du projet routier et les plans des travaux à réaliser,
- Le projet de Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC),
- L'Arrêté Préfectoral d'Autorisation Environnementale ainsi que le dossier Environnement,
- Les Études géotechniques,
- Les Diagnostics amiante et HAP,
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre ;
- Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants ;

#### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

##### **dans un sous dossier :**

- Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché

##### **dans un autre sous dossier :**

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;



Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix et détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification. **Afin de faciliter l'écriture des prix, une version modifiable du détail estimatif (format LibreOffice) est également jointe au dossier de consultation.**

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

#### **- Les documents explicatifs**

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché ;
- Le Planning de l'opération et phasage des travaux ;
- Les résultats des quatre indicateurs d'impacts environnementaux à l'aide d'un éco-comparateur pour chacun des trois ouvrages ;
- La note d'accompagnement relative aux éléments fournis par le candidat pour étayer les calculs des indicateurs d'impacts environnementaux.

#### **- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :**

- Une décomposition du/des prix forfaitaire(s) n° : 1201, 11001.a, 11001.b, 11001.c, 11008, 16021.a, 16021.b, 16021.c ;

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous-détail du/des prix unitaire(s) n° : 2101, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2301,

2303, 2304, 2305, 4101, 4201, 4202, 12001.a, 12002.a, 12003.a, 12007, 12008.a, 12013.b, 12013.c, 12013.d, 13001.a, 13001.b, 14001.a, 14001.b, 14001.c, 14003.b, 16001.a, 16001.b, 16001.c, 16002.a, 16002.b, 16011, 16012, 16016.b, 16026, 17004 ;

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

Les déboursés ou frais directs ;

Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;

La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

### **3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

- Les pièces non contractuelles destinées à la liquidation de la dépense :

Un fichier par tranche au format csv : PU HT et montant HT à renseigner sans modification du cadre fourni pour l'intégration des prix du soumissionnaire dans le logiciel GEMME (liquidation de la dépense). Les fichiers doivent être conservés au format csv. Sous LibreOffice, il doivent être ouverts en choisissant le jeu de caractères « Unicode (UTF-8) », l'option de séparateur « séparé par », « point virgule » et le séparateur de chaîne de caractère est « " ».

## **3-2. Variantes**

Sans objet.

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES**

Le maître d'ouvrage commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-2 à R.2152-4 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 à L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

<b>Critère d'attribution</b>	<b>Pondération</b>
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments demandés au 3-1 ci-dessus et selon les sous-critères suivants :  --> SOPAQ (sur 85 points) : <ul style="list-style-type: none"><li>• Sous critère A (6 pts): Organisation en termes de moyens humains et matériels :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Organisation prévue pour le chantier : 3 pts</li><li>◦ Moyens humains et matériels mobilisés : 3 pts</li></ul></li><li>• Sous critère B (17 pts): Organisation des contrôles et du suivi qualité<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Modalité des contrôles : 3 pts</li><li>◦ Moyens de contrôles internes et externes mis en place : 6 pts</li><li>◦ Points d'arrêt et délais préavis associés : 6 pts</li><li>◦ Documents de suivi de la qualité : 2 pts</li></ul></li></ul>	25 %

Critère d'attribution	Pondération
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous critère C (57 pts): Modalités de réalisation des travaux pour : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ L'organisation générale du chantier (méthodologie, analyse des contraintes, hygiène et sécurité) : 5 pts</li> <li>◦ Les installations de chantier : plan de principe des installations de chantier et des différents accès au chantier : 10 pts</li> <li>◦ Les travaux de terrassements : 4 pts</li> <li>◦ Les travaux d'assainissement : 4 pts</li> <li>◦ Les travaux de chaussée : 4 pts</li> <li>◦ Le mode de réalisation et le phasage des ouvrages d'art : 30 pts</li> </ul> </li> <li>• Sous critère D (5 pts) : Clarté et organisation du SOPAQ, respect du cadrage défini</li> </ul> <p>--&gt; Planning de l'opération et phasage des travaux (sur 15 points) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Exhaustivité des tâches, cohérences avec l'AE et les cadences (s/détails des prix et décomposition des prix forfaitaires) : 3 pts</li> <li>• Enchaînement des tâches et respect des contraintes : 3 pts</li> <li>• Respect des délais : 4 pts</li> <li>• Justification des délais : 5 pts</li> </ul> <p>Pour chaque item des sous-critères listés précédemment, la notation qualitative est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réponse conforme aux attentes : 3</li> <li>- réponse moyenne : 2</li> <li>- réponse insuffisante : 1</li> <li>- absence de réponse ou réponse non adaptée : 0.</li> </ul> <p>Cette note pourra être affinée au 1/2 point.</p> <p>Pour le critère « valeur technique », chaque offre à l'issue de l'analyse du contenu des offres se verra attribuer des points selon le barème ci-dessus.</p> <p>L'offre technique la meilleure (celle qui a obtenu le plus grand nombre de points sur le total des sous-critères) aura la note de 100. Les autres offres obtiendront une note égale à : <math>100 \times (P / P_{max})</math> où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– P est le nombre de points de l'offre considérée ;</li> <li>– Pmax est le nombre de points obtenu par l'offre technique la meilleure.</li> </ul>	
La valeur environnementale des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments demandés au 3-1 ci-dessus et selon les sous-critères suivants :	15 %

Critère d'attribution	Pondération
<p>--&gt; SOPRE(sur 30 points) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous critère A (6 pts) : Description de l'organisation qualité environnementale <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ Description des travaux dans ce contexte : 1,5 pt</li> <li>◦ Politique environnementale générale de l'entreprise : 1,5 pt</li> <li>◦ L'organisation fonctionnelle : 3 pts</li> </ul> </li> <li>• Sous critère B (6 pts) : Identification et traitement des nuisances</li> <li>• Sous critère C (6 pts) : Modalité de mise en œuvre, et organisation et suivi des procédures en cas de dysfonctionnement</li> <li>• Sous critères D (12 pts) : Gestion des déchets</li> </ul> <p>Pour chaque item des sous-critères listés précédemment, la notation qualitative est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réponse conforme aux attentes : 3</li> <li>- réponse moyenne : 2</li> <li>- réponse insuffisante : 1</li> <li>- absence de réponse ou réponse non adaptée : 0.</li> </ul> <p>Cette note pourra être affinée au 1/2 point.</p> <p>--&gt; Évaluation environnementale initiale de la réalisation des ouvrages d'art définie à l'annexe 3 du RC avec sa notation (sur 70 points)</p> <p>Pour le critère « valeur environnementale », chaque offre à l'issue de l'analyse du contenu des offres se verra attribuer des points selon le barème ci-dessus.</p> <p>L'offre environnementale la meilleure (celle qui a obtenu le plus grand nombre de points sur le total des sous-critères) aura la note de 100. Les autres offres obtiendront une note égale à : <math>100 \times (P / P_{max})</math> où :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– P est le nombre de points de l'offre considérée ;</li> <li>– P<sub>max</sub> est le nombre de points obtenu par l'offre environnementale la meilleure.</li> </ul>	
<p>Le prix des prestations apprécié au regard du bordereau des prix et du détail estimatif de l'offre.</p> <p>La totalité des points sera attribuée au moins-disant.</p> <p>Les autres offres obtiendront une note égale à : <math>100 \times (1 - (M - M_{bmin}) / M_{bmin})</math></p> <p>où M<sub>bmin</sub> est le montant de l'offre de base la moins élevée et M est le montant de l'offre considérée.</p> <p>Toute offre dont le montant est supérieur à deux fois le montant de l'offre la moins élevée obtiendra la note 0.</p>	60 %

De l'analyse des offres effectuée selon les trois critères de choix fixés, le classement final des offres des entreprises est obtenu en totalisant pour chaque offre les 3 notes pondérées, selon la formule suivante (avec arrondi au centième) :

Note finale = 0,60 x note de prix + 0,25 x note technique + 0,15 x note environnementale

L'offre de l'entreprise affectée du plus grand total obtient donc le meilleur classement selon les trois critères de jugement. Elle est jugée mieux-disante. Dans le cas où des candidats seraient classés ex-æquo, ils seront départagés en prenant en compte l'offre la mieux placée selon le critère prépondérant, c'est-à-dire le prix.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence 26EAL35002.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

DREAL BRETAGNE  
Service IST / DMD / UIMO  
DREAL Bretagne  
L'Armorique  
10 rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes Cedex

Copie de sauvegarde pour : RN164 – Mise à 2x2 voies de la section ouest  
Mûr-de-Bretagne : Du PR 0 au PR 200 (Zone du Rossuliet) - OA Ouest n°1  
– Déviations provisoires, Ouvrages d'Art n°3, 4 et 5, rétablissements  
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à/au :

DREAL Bretagne

Contact: Service IST / DMD / UIMO (Nathalie GOURTAY, responsable d'opérations) L'Armorique 10 rue Maurice Fabre CS 96515 - 35065 Rennes Cedex  
tel. : 02 99 33 44 90 mail: [Nathalie.Gourtay@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Nathalie.Gourtay@developpement-durable.gouv.fr)



## **ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **CADRE DU SOPAQ**

#### **SCHEMA ORGANISATIONNEL DU PLAN D'ASSURANCE QUALITE (S.O.P.A.Q.)**

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

### **P R E A M B U L E**

Le Plan d'Assurance Qualité définit les dispositions générales adoptées par l'entreprise pour le chantier "RN164 – Mise à 2x2 voies de la section ouest Mûr-de-Bretagne : Du PR 0 au PR 200 (Zone du Rossuliet) - OA Ouest n°1 – Déviations provisoires, Ouvrages d'Art n°3, 4 et 5, rétablissements" concernant " la réalisation des OA n°3, 4 et 5 et la modification de la RD767 pour raccordement sur l'OA3."

Les rubriques suivantes devront impérativement faire l'objet de réponses précises ou d'engagements de la part des candidats, éventuellement co-signés par les fournisseurs ou producteurs concernés.

L'ensemble des réponses apportées à chacune des rubriques constituera le Schéma Organisationnel du Plan Assurance Qualité (SOPAQ). Ce document devient contractuel à la signature du marché. L'entreprise respectera le plan du SOPAQ défini ci-dessous et l'intitulé des rubriques.

Ces réponses, indispensables au choix du mieux-disant, seront examinées de manière rigoureuse pour l'application du critère de jugement « Valeur Technique » prévue par l'article 4 du Règlement de Consultation.

## **A - Organisation, moyens humains et matériels dédiés aux études et au chantier** **(sur 6 pts)**

### **A.1 -Organisation générale du chantier (3 pts)**

- Le candidat présentera l'organisation qu'il prévoit de mettre en place pour assurer la réalisation des différentes activités du présent marché (études et travaux); (1 pt)
- Le candidat précisera également l'organisation hiérarchique de l'entreprise (ou des entreprises), et l'organisation fonctionnelle nominative prévue pour la réalisation des travaux objet de la consultation en précisant les rôles des intervenants, avec un temps par semaine de l'encadrement sur le chantier ; (1 pt)
- Dans le cadre d'un groupement, la répartition des travaux entre les entreprises, les différents sous-traitants et fournisseurs envisagés (Il ne s'agit pas de désigner à ce stade tous les sous-traitants, mais seulement ceux qui sont jugés stratégiques). (1 pt)

Prestations	Sous-traitants/entrepreneurs pressentis
Études	
Travaux	
Contrôles	
Autres	

### **A.2 -Moyens humains et matériels mis à disposition du chantier (3 pts)**

- Un organigramme détaillé de l'affaire sera fourni (y compris CV des principaux intervenants). Il présentera notamment les principales missions des responsables envisagés suivants : (1,5 pts)
  - Directeur du chantier,
  - Conducteur de travaux,
  - Chef de chantier,
  - Chargé des études d'exécution,
  - Chargé de sécurité,
  - Responsable Environnement,
  - Responsable Qualité,
  - Contrôle externe

Les temps de présence des différents intervenants seront précisés. L'entreprise indiquera les modalités d'organisation sur le site des travaux, temps de présence de l'encadrement réel sur le site des travaux.

- Les Moyens matériels mis à disposition du chantier seront précisés pour chaque phase et type de travaux. (1,5 pts)

## **B - Organisation des contrôles et du suivi de la Qualité (sur 17 points)**

B.1 - Le candidat décrira les modalités de contrôles (interne et externe, contrôle de qualité des sous-traitants et fournisseurs) qu'il se propose d'adopter pour l'ensemble des travaux ; (3 pts)

B.2 - Il élaborera un tableau des contrôles à réaliser dans le cadre de son contrôle intérieur par type de prestations: PAQ, documents d'exécution, demandes d'agrément, relevé des réseaux, implantation et piquetage, terrassement, assainissement, chaussée, équipements, ouvrages... Pour chaque contrôle, il précisera si celui-ci relève du contrôle interne ou du contrôle externe. Le candidat précisera la fréquence des contrôles prévus ; (6 pts)

B.3 - Le candidat précisera également la liste des points d'arrêts par type de travaux ainsi que les délais de préavis associés aux points d'arrêt et les documents ou résultats de contrôle à fournir pour permettre la levée du point d'arrêt. (6 pts)

B.4 - Le candidat précisera les modalités de suivi du P.A.Q. et l'ensemble des documents méthode et de suivi d'exécution de l'entreprise (fiches de contrôle, fiche d'anomalie, fiche de demande d'adaptation, fiche de non-conformité, fiche de levée de point d'arrêt, fiche de demande d'agrément de matériaux). (2 pts)

## **C – Modalités de réalisation des travaux (sur 57 pts)**

Le candidat indiquera, par l'intermédiaire de fiches détaillées, les procédures d'exécution et de mise en œuvre pour la réalisation des principales prestations prévues dans le dossier de consultation dans les conditions particulières d'accès et de réalisation, incluant le matériel et le personnel mis à disposition ainsi que les fournitures et cadences envisagées :

C.1 -Organisation générale du chantier : (5 pts)

- Méthodologie sur la préparation des travaux (organisation des études d'exécution, procédures et phasages des travaux, demandes d'arrêtés, ...) et dispositions prévues pour répondre aux exigences de la gestion documentaire du projet (GED, liste prévisionnelle de remise de documents, DOE, DIUO) (1 pt)
- Mesures d'hygiène et de sécurité : Le candidat décrira les mesures qu'il prévoit de mettre en œuvre pour assurer la sécurité des intervenants, internes et externes à l'entreprise, sur le chantier et il précisera les mesures qu'il mettra en place pour assurer la protection du site, des accès, des installations de chantier et pour garantir la sécurité des riverains aux interfaces. Il pourra notamment préciser l'affichage et la signalisation qu'il prévoit de mettre en place, (1 pt)
- Analyse des contraintes et des difficultés techniques propres au chantier et les solutions proposées (en particulier en ce qui concerne le phasage des travaux, mouvement des terres, contraintes environnementales...) (4 pages maxi) (3 pts)

C.2 - Installations de chantier : (10 pts)

- Installations de chantier (TACE - OA) : schémas et description de la base vie et des zones de dépôt pour l'ensemble des ouvrages d'art et travaux de terrassement, assainissement, chaussée et équipements (localisation des locaux de chantier, aires de stockage et de fabrication éventuelle, laboratoire(s),...), (7 pts)

- Indication des pistes de chantier accès au chantier (3 pts)
- C.3 -Terrassements : (4 pts)
  - Implantation et piquetage, (0,5 pt)
  - Décapage de la terre végétale, (0,5 pt)
  - Exécution de déblais généraux, (1 pt)
  - Réalisation des remblais, (1 pt)
  - Réalisation de la couche de forme en matériaux d'apport, (1 pt)
- C.4 -Assainissement : (4 pts)
  - Fourniture et pose de canalisations, (1,5 pt)
  - Fourniture et pose de regards, têtes de buse et de sécurité, (1 pt)
  - Réalisation de fossés trapézoïdaux, (1,5 pt)
- C.5 -Chaussée : (4 pts)
  - Rabotage de chaussées y compris réception du support (2 pts)
  - Fabrication et mise en œuvre des enrobés bitumineux (matériels, centrale principale, centrale de secours, finisseur de secours, organisation des transports (plan, distances parcourues) (2 pts)
- C.6 -Ouvrages d'art : (30 pts)
  - Mode de réalisation et phasage des ouvrages d'art détaillé par ouvrage. Pertinence des méthodes constructives des ouvrages d'art : (12 pts)
    - Adéquation des techniques aux caractéristiques des ouvrages (type d'ouvrage, portées, contraintes structurelles) – 4 pts
    - Prise en compte des contraintes spécifiques (géotechnique, hydrauliques, existants, accès, emprises) – 4 pts
    - Cohérence et robustesse des choix techniques (procédés, séquences constructives, tolérances) – 4 pts
  - Qualité du phasage constructif des ouvrages : (10 pts)
    - Découpage clair et logique des phases de réalisation – 4 pts
    - Description des étapes sensibles (fondations, appuis, tablier, équipements, ouvrages provisoires) – 3 pts
    - Cohérence de l'enchaînement technique des phases – 3 pts
  - Maîtrise des interfaces techniques : (5 pts)
    - Interfaces entre les 3 ouvrages d'art – 2 pts
    - Interfaces avec les autres lots (terrassements, chaussées, assainissement) – 2 pts
    - Prise en compte des existants / raccordements – 1 pt
  - Maîtrise des contraintes techniques liées au phasage : (3 pts)
    - Identification des contraintes critiques par phase (stabilité provisoire, appuis temporaires, phasage structurel) – 2 pts
    - Dispositions techniques prévues pour les maîtriser – 1 pt

Ces procédures contiendront les matériaux envisagés avec pour chaque type de matériau, la provenance et les fournisseurs, les caractéristiques du matériau, les certificats de conformité aux normes et marques de qualité portant le label CE, les fiches techniques produits.

NB : Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPAQ proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.(5 points)

## **ANNEXE N°2 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

### **CADRE DU SOPRE**

#### **SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN DE RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT (S.O.P.R.E.)**

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

## **A - Description de l'organisation qualité environnementale (sur 6 pts)**

### **A.1) Description des travaux (1.5 pt)**

Description des travaux dans ce contexte environnemental.

### **A.2) Politique environnementale générale de l'entreprise (1.5 pt)**

Le mandataire exposera la politique environnementale générale de l'entreprise, y compris vis-à-vis de ces partenaires (co-traitants, sous-traitants), notamment en matière de gestion des déchets, de stratégie d'approvisionnement en matériaux, éventuellement certifications, organisation de son service environnement le cas échéant, formations, ...

### **A.3) L'organisation fonctionnelle (3 pts)**

Indiquer l'organisation qui sera mise en place, sous forme d'organigramme ou de tableau, afin de définir, pour chaque personne présente sur le chantier, leur rôle respectif dans le cadre du PRE.

Ces référents « environnement » devront être sensibles aux différentes thématiques environnementales indiquées dans le dossier d'autorisation environnemental, notamment sur la gestion de l'eau, les habitats naturels et les espèces protégées.

#### *Chargé Environnement :*

L'entrepreneur désigne nominativement dès l'offre du marché un Chargé Environnement, indépendant de la direction locale des travaux et de la chaîne de production des travaux.

Il est responsable de l'action des différents services de l'Entreprise, des sous et co-traitants, ainsi que des fournisseurs susceptibles de venir sur le chantier. Il a des relais au niveau de chaque nature d'ouvrage avec l'encadrement.

Il possède une réelle expérience en matière de protection de l'environnement et des travaux.

Le Chargé Environnement a un double rôle :

- Information de l'entreprise mandataire, des entreprises co-traitantes, sous-traitantes et des fournisseurs ;
- Contrôle externe en matière de protection de l'environnement: suivi du bruit du chantier, suivi de la qualité des eaux.

#### *Responsable environnement*

Indiquer le nom du responsable environnement sur le chantier.

S'il n'est pas connu à ce stade, indiquer au moins son niveau et sa qualité. Son nom sera précisé lors de la mise au point du PRE.

Le responsable environnement du mandataire doit avoir un interlocuteur pour chacun de ses co-traitants ou sous-traitants.

#### *Sensibilisation du personnel*

Indiquer les moyens qui seront mis en œuvre afin de sensibiliser l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier au respect de l'environnement et à la mise en application du PRE.

## **B - Identification et traitement des nuisances (sur 6 pts)**

Le SOPRE doit permettre à l'entreprise de dresser la liste des tâches à effectuer susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement et de proposer les mesures adaptées qui permettront de prévenir ces impacts.

L'entreprise listera sous forme de tableau :

- Les principales nuisances engendrées par les travaux et les matériaux utilisés, (3 pts)
- Les mesures prises pour les éviter quand cela est possible et pour traiter celles qui ne peuvent être évitées. (3 pts)

L'entreprise prendra toutes les précautions nécessaires afin de prévenir et de confiner le cas échéant une éventuelle pollution sur le chantier.

## **C - Modalités de mise en œuvre et Organisation du suivi des dysfonctionnements ou insuffisance (sur 6 pts)**

L'entreprise fera la liste des procédures d'exécution relative à la protection de l'environnement et s'engagera à fournir les éléments détaillés dans le PRE.

La liste des documents utilisés sur le chantier pourra être la suivante :

- fiche de consigne
- fiche de suivi
- fiche de contrôle
- fiche de non-conformité et d'action corrective

L'entreprise joindra avec son SOPRE les cadres des documents listés ci-dessus (liste non exhaustive). (2 pts)

- Le candidat précisera les modalités de mise en œuvre du SOPRE (plan de contrôle, ...). (2 pts)
- Il décrira les procédures qu'il compte mettre en œuvre en cas de dysfonctionnement ou d'insuffisance des mesures de préservation mises en œuvre. Il présentera également les modèles de documents qu'il envisage d'utiliser. (2 pts)

## **D - Gestion des déchets (sur 12 pts)**

À travers ce chapitre, l'entreprise doit préciser les mesures générales à mettre en œuvre et les engagements pris par l'entreprise quant à une gestion concrète des déchets de ce chantier.

L'entreprise indiquera notamment :

- La liste par nature, des déchets susceptibles d'être produits par sa propre activité et par le chantier et les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets, (4 pts)

- Les centres de stockage, de regroupement, sites de valorisation et unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets en fonction de leur typologie (en particulier pour les déchets amiantés), (4 pts)
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux. Un cadre de bordereau de suivi et un cadre de bilan de gestion des déchets de chantier seront également joints. (4 pts)

**NB :** Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPRE proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.



## ANNEXE N°3 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Évaluation environnementale initiale de la réalisation des ouvrages d’art

L’évaluation environnementale initiale devra être réalisée à l’aide d’un éco-comparateur permettant de fournir des résultats pour les indicateurs d’impacts environnementaux de la norme NF EN15804+A2 suivants :

- Changement climatique – Total (kg CO2 eq)
- Eutrophisation aquatique, eaux douces (kg de P eq)
- Formation d’ozone photochimique (kg de NMCOV eq)
- Épuisement des ressources abiotiques (combustibles fossiles) (MJ)

Ces indicateurs ont été choisis à partir d’une étude préliminaire que la maîtrise d’ouvrage a fait réaliser et qui a permis de déterminer ceux qui ressortaient pour la construction spécifique de ces ouvrages. La notation s’appuie également sur cette étude et sur le poids relatif de ces différents indicateurs.

Ainsi, la notation de ce critère se divisera en deux parties : 60 points seront attribués selon les résultats obtenus pour les quatre indicateurs précédemment cités et 10 points seront attribués sur la note d’accompagnement relative aux éléments fournis par le candidat pour étayer ses calculs. La répartition des 60 points est donnée dans le tableau suivant :

Nom de la catégorie d'impact environnemental	Répartition de la notation en nombre de points		
	OA3	OA4	OA5
Changement climatique - total	9	1	5
Eutrophisation aquatique, eaux douces	11	1	3
Formation d’ozone photochimique	8	2	5
Epuisement des ressources abiotiques (combustibles fossiles)	9	1	5
<b>Total du nombre de points par OA</b>	<b>37</b>	<b>5</b>	<b>18</b>

Pour chaque résultat d’indicateur, la formule suivante sera utilisée :

$$\text{Note de la cat. impact du candidat noté} = \frac{\text{valeur la plus basse}}{\text{valeur de l'offre examinée du candidat noté}} \times \text{barème de notation}$$

Les candidats devront donc réaliser une ACV conforme aux normes ISO 14040 et 14044 à l’aide de l’outil CIOGEN – Construction d’ouvrage d’art – Phase Appel d’offres, version 2026-1 ou de tout outil équivalent, permettant notamment de calculer les quatre indicateurs d’impacts environnementaux conformes à la norme NF EN15804+A2 cités précédemment et permettant d’évaluer les étapes du cycle de vie suivantes : production des matériaux, transport des matériaux

et mise en œuvre.

Cet outil CIOGEN – Construction d’ouvrage d’art – Phase Appel d’offres, version 2026-1 est joint au présent RC (annexe n°4) et peut également être téléchargé gratuitement depuis le site internet de l’AFGC à l’adresse suivante : <https://www.afgc.asso.fr/ressources/diogen/ciogen/>. La notice détaillée de l’outil peut également être téléchargée à cette même adresse. Toutefois pour faciliter son remplissage, un tuto spécifique au présent marché est joint aux pièces du présent dossier de consultation (annexe n°4).

Cette évaluation devra débuter par une présentation et une justification des hypothèses prises en compte pour effectuer les calculs, précisées dans une note d’accompagnement des tableurs CIOGEN. Les éléments attendus dans cette note sont précisés au fil du tuto. Les candidats pourront fournir à l’appui des données environnementales des justificatifs (Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire ou Déclaration Environnementale Produit, conformes à la norme NF EN15804+A2/CN). Les tableurs CIOGEN remplis devront être fournis dans le dossier de candidature.

La qualité de cette note d’accompagnement et des documents éventuels fournis en appui du remplissage des tableurs (un tableur CIOGEN par OA) fera l’objet d’une notation sur 10 points selon le barème suivant :

- Notice d’accompagnement complète et documents conformes à la norme NF EN15804+A2 : 10
- Notice partiellement remplie ou manque de documents d’accompagnement : 6
- Notice insuffisamment détaillée : 2
- Absence de notice : 0.

L’évaluation environnementale initiale portera uniquement sur les postes et les quantités du BPU relatif aux trois ouvrages d’art précisés dans les tableaux ci-dessous. Ces postes sont ressortis de l’étude préliminaire de la maîtrise d’ouvrage comme ceux ayant les impacts environnementaux les plus importants pour la réalisation de ces OA.

### Pour l’OA 3

N°	DÉSIGNATION DES PRIX	U	QTÉ
<b>2000</b>	<b>ACIERS, BÉTONS, COFFRAGES</b>		
2130	ARMATURES DE BÉTON ARMÉ	Kg	122485
2410	BÉTONS TRADITIONNELS POUR APPUIS, TABLIER ET AUTRES		
2410f	Béton pour structure OA3	M3	1170
<b>3000</b>	<b>OSSATURE MÉTALLIQUE DU TABLIER</b>		
3010	ACIER AUTOPATINABLE POUR OSSATURE DU TABLIER		
3010a	Acier autopatinable pour charpente de nuance S 355	Kg	221740
3010d	Acier autopatinable pour poutrelles laminées de nuance S 355	Kg	114510
<b>5000</b>	<b>APPAREILS D’APPUI, BOSSAGES ET DES DE VÉRINAGE</b>		
5020	APPAREILS D’APPUI EN ÉLASTOMÈRE FRETTE	DM	1255

--	--	--	--

Pour l’OA4

N°	DÉSIGNATION DES PRIX	U	QTÉ
<b>2000</b>	<b>ACIERS, BÉTONS, COFFRAGES</b>		
2130	ARMATURES DE BÉTON ARMÉ		
2130k	Armatures de béton armé	Kg	46460
2410	BÉTONS TRADITIONNELS POUR APPUIS, TABLIER ET AUTRES		
2410e	Béton pour dalles de transition	M3	57
2410f	Béton pour structure OA4	M3	275
<b>4000</b>	<b>FONDATIONS ET SOUTÈNEMENTS</b>		
4730	LONGRINES OU DALLES DE FROTTEMENT HORS OUVRAGE	M3	40

Pour l’OA5

N°	DÉSIGNATION DES PRIX	U	QTÉ
<b>2000</b>	<b>ACIERS, BÉTONS, COFFRAGES</b>		
2130	ARMATURES DE BÉTON ARMÉ		
2130k	Armatures de béton armé	Kg	107720
2150	ARMATURES DE PRÉCONTRAINTE LONGITUDINALE INTÉRIEURE PAR POST-TENSION		
2150a	Armatures de précontrainte longitudinale intérieure par post-tension	Kg	17000
2410	BÉTONS TRADITIONNELS POUR APPUIS, TABLIER ET AUTRES STRUCTURES		
2410f	Béton pour structure OA5	M3	870
<b>4000</b>	<b>FONDATIONS ET SOUTÈNEMENTS</b>		
4040	REMBLAIS DES FOUILLES ET REMBLAIS CONTIGUS		
4040a	Remblais 0/100	M3	5700
4040b	Remblais 0/31.5	M3	1155
4040c	GNT 0/20	M3	115

Il est à noter que dans les versions de l’outil CIOGEN jointes à ce RC, les lignes à compléter pour les différents ouvrages d’art sont pré-sélectionnées pour en faciliter le remplissage. Les valeurs des détails estimatifs ont également été préremplies.

Dans le cadre de la réponse à l’appel d’offres, seules les étapes du cycle de vie jusqu’à la réception du chantier sont considérées. Ainsi le candidat aura à remplir des quantités et à faire des choix de données matériaux, de moyens de transport et d’engins ; sur les étapes du cycle de vie que sont la production des matériaux, le transport et la mise en œuvre.

Afin de pouvoir vérifier les distances de transport saisies, il est demandé d’indiquer les fournisseurs présumés de matériaux et d’engins, soit dans la case commentaire de la ligne de saisie, soit dans la note d’accompagnement.

En phase d’exécution, toute modification substantielle des matériaux effectivement mis en œuvre, par rapport aux matériaux initialement déclarés dans l’offre, devra être accompagnée d’une justification. Si ces modifications sont du ressort de l’entreprise, alors cela fera l’objet d’un recalcul de l’évaluation environnementale initiale.

Les valeurs obtenues pour les quatre indicateurs d’impact environnemental objets de la notation des offres seront reportées par OA dans un tableau du type :

Nom de la catégorie d'impact environnemental	Résultat obtenu		
	OA3	OA4	OA5
Changement climatique – total (kg CO2 equiv) (Cellule C10 de CIOGEN onglet résultats)			
Eutrophisation aquatique, eaux douces (kg de P equiv) (Cellule H10 de CIOGEN onglet Résultats)			
Formation d’ozone photochimique (kg de NMCOV equiv) (Cellule Q10 de CIOGEN onglet Résultats)			
Epuisement des ressources abiotiques (combustibles fossiles) (MJ) (Cellule R10 de CIOGEN onglet Résultats)			

## ANNEXE N°4 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Voir Dossier joint